au cours de chacun de ces exercices financiers, pour la mise en service et la première année d'exploitation de l'Espace quantique 1;

QUE les conditions et les modalités d'octroi de cette subvention soient établies dans une convention de subvention à être conclue entre le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie et Zone d'innovation Sherbrooke, laquelle sera substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

La greffière du Conseil exécutif,

DOMINIQUE SAVOIE

82433

Gouvernement du Québec

Décret 94-2024, 31 janvier 2024

CONCERNANT l'octroi par Investissement Québec d'un prêt pardonnable d'un montant maximal de 19 100 000 \$ à Nova Bus inc., pour son projet visant à améliorer la productivité de ses usines situées sur le territoire de la ville de Saint-Eustache et de la municipalité de Saint-François-du-Lac et assurer la pérennité de ses opérations

ATTENDU QUE Nova Bus inc. est une société par actions constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions (L.R.C. (1985) c. C-44), ayant son siège à Saint-Eustache et dont la mission est la conception de solutions de transport urbain et la livraison de solutions durables de transport en commun, dont des véhicules à émissions réduites, des autobus articulés et des systèmes intégrés de transport intelligents;

ATTENDU QUE Nova Bus inc. compte réaliser au Québec un projet visant à améliorer la productivité de ses usines situées sur le territoire de la ville de Saint-Eustache et de de la municipalité de Saint-François-du-Lac et assurer la pérennité de ses opérations;

ATTENDU QUE ce projet présente un intérêt économique important pour le Québec;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 1^o du premier alinéa de l'article 19 de la Loi sur Investissement Québec (chapitre I-16.0.1), lorsque le gouvernement lui en confie le mandat, Investissement Québec doit accorder et administrer l'aide financière ponctuelle qu'il détermine pour la réalisation de projets qui présentent un intérêt économique important pour le Québec;

ATTENDU QUE, en vertu du quatrième alinéa de l'article 27 de cette loi, le gouvernement détermine les autres sommes, engagées notamment dans l'exécution des mandats qu'il confie à Investissement Québec, qui peuvent être portées au débit du Fonds du développement économique par cette dernière;

ATTENDU QU'il y a lieu de mandater Investissement Québec pour octroyer un prêt pardonnable d'un montant maximal de 19 100 000 \$ à Nova Bus inc., pour son projet visant à améliorer la productivité de ses usines situées sur le territoire de la ville de Saint-Eustache et de la municipalité de Saint-François-du-Lac et assurer la pérennité de ses opérations, selon des conditions et des modalités qui seront substantiellement conformes aux paramètres établis à l'annexe jointe à la recommandation ministérielle du présent décret et toute autre condition ou modalité usuelle que pourrait fixer Investissement Québec pour ce type de transaction;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie :

QU'Investissement Québec soit mandatée pour octroyer un prêt pardonnable d'un montant maximal de 19 100 000 \$ à Nova Bus inc., pour son projet visant à améliorer la productivité de ses usines situées sur le territoire de la ville de Saint-Eustache et de la municipalité de Saint-François-du-Lac et assurer la pérennité de ses opérations, selon des conditions et des modalités qui seront substantiellement conformes aux paramètres établis à l'annexe jointe à la recommandation ministérielle du présent décret et toute autre condition ou modalité usuelle que pourrait fixer Investissement Québec pour ce type de transaction;

QU'Investissement Québec soit autorisée à porter au débit du Fonds du développement économique les sommes nécessaires à l'exécution de ce mandat, à l'exception de sa rémunération;

QUE les sommes nécessaires pour suppléer à toute perte ou tout manque à gagner, toutes dépenses et tous frais découlant du mandat confié à Investissement Québec par le présent décret soient virées au Fonds du développement économique par le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie sur les crédits qui lui sont alloués pour les interventions relatives au Fonds du développement économique.

La greffière du Conseil exécutif,

DOMINIQUE SAVOIE

82434